

REPUBLICQUE DU SENEGAL  
*Un Peuple – Un But – Une Foi*

-----  
MINISTERE DE L'ECONOMIE  
ET DES FINANCES

CELLULE DE SUIVI DU PROGRAMME  
DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

Doublon  
1163

N° \_\_\_\_\_ MEF/CSPLP

**MISE EN ŒUVRE DU DSRP 2**  
**GROUPES DE TRAVAIL PAR AXE STRATEGIQUE DU DSRP**  
**PROJET DE TERMES DE REFERENCE**

**CONTEXTE**

Le gouvernement du Sénégal met en œuvre depuis 2003 un Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) réactualisé en 2005 pour couvrir la période 2006-2010. Ce document est le cadre de référence en matière de politique économique et sociale pour la croissance et la réduction de la pauvreté conformément aux Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Pour assurer une bonne mise en œuvre de la SRP, il a été mis en place un cadre institutionnel souple et participatif de mise en œuvre et de suivi sur la base de principes partagés de transparence et de célérité.

L'exécution des fonctions de suivi de la stratégie est confiée à la Cellule du Programme de Lutte Contre la Pauvreté (CSPLP/MEF) qui assure les fonctions de secrétariat de l'organe de pilotage au niveau central. Elle assure la coordination technique et pratique de la mise en œuvre de la SRP au niveau national et anime le partenariat et gère le réseau d'information.

Pour mener à bien ces missions, la CSPLP compte mettre en place des groupes thématiques autour des quatre axes stratégiques du DSRP-II à savoir : (i) la création de richesses, (ii) l'accélération de la promotion de l'accès aux services sociaux de base, (iii) la protection sociale et prévention et gestion des risques et catastrophes et (iv) la gouvernance et développement décentralisé et participatif.

## **OBJECTIFS**

Chaque groupe de travail est chargé de suivre et de rendre compte de la mise en œuvre des actions et mesures prioritaires, conformément aux orientations de l'axe stratégique concerné.

Plus spécifiquement il est chargé des tâches suivantes :

### **Objectifs des Groupes de travail :**

- mettre en cohérence et coordonner les activités de suivi,
- préparer les rapports de suivi trimestriels
- examiner les rapports sectoriels sur l'évolution des indicateurs, sur la mise en œuvre des mesures prioritaires et l'exécution des projets et programmes.
- Préparer et produire les rapports de suivi
- Formuler des recommandations pour améliorer la mise en œuvre et le suivi de la SRP

### **Composition**

- Chaque groupe sera composé des membres des Comités ministériels de suivi, des représentants des commissions « société civile », « secteur privé », « collectivités locales » et « partenaires au développement », les centres de recherche, des représentants des programmes et agences concernés.

### **Méthodologie et fonctionnement**

Chaque groupe est présidé par un bureau composé d'un président, et de deux rapporteurs. Le secrétariat du groupe est assuré par la CSPLP/MEF

Les modalités pratiques de fonctionnement seront définies par le groupe au cours de la première réunion. A cet effet, un plan de travail sera élaboré de manière consensuelle par les membres du groupe de travail.

### **Périodicité**

Le groupe se réunit au moins une fois par mois. Il peut se réunir sur demande des membres pour examiner une problématique/question (ensemble ou groupe restreint).

### **Résultats attendus**

- ❑ des échanges sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de la SRP sont organisés par le groupe
- ❑ des problèmes rencontrés par les parties prenantes sont discutés et des solutions pratiques sont proposées et transmises aux autorités
- ❑ les résultats de suivi et tendances <sup>des Indicateurs</sup> sont analysés
- ❑ des échanges entre les acteurs sur les bonnes pratiques sont organisés
- ❑ des propositions novatrices pour la poursuite de la mise en œuvre de la SRP sont formulées.
- ❑ Un rapport trimestre est produit et mis à la disposition de la CSPLP-MEF qui a en charge la synthèse des rapports des différents groupes de travail

Groupes de Travail	Président	Autres membres	Secrétariat (CSPLP-MEF)
<b>GT 1 : Création de Richesses</b>	<b>Pdt : Secteur privé (CNES)</b>  <b>Vice-pdt : Secrétariat exécutif SCA</b>	-points focaux -groupes multisectoriels <sup>1</sup> -MEF -projet MCA -Représentants Commissions <sup>2</sup> -CSO/MFDS - MEF -Autres	<b>Yaye Marème TALL</b>  Amadou Tidiane DIA
<b>GT 2 : Services Sociaux de Base</b>	<b>Pdt : Direction de la Planification (DGP/MEF)</b>  <b>Vice-Pdt : Point focal environnement</b>	-PEPAM -PDEF -PNDS -MEF -PNDL -Représentants Commissions -CL -Points focaux -groupes multisectoriels -CSO/MFDS -Autres	<b>Mamadou Assane NIANG</b>  Mamadou DIA
<b>GT 3 : Protection sociale, gestion des risques et catastrophes</b>	<b>Pdt : Cellule de suivi des programmes de lutte contre la pauvreté (Min. Solidarité Nationale)</b>  <b>Vice-pdt : OSC</b>	-MSPM -MTFPOP -Points focaux -Membres groupes de travail SNPS -Groupes multisectoriels -MEF -Représentants Commissions -Autres	<b>Ibrahima DIA</b>  Fatou DIOUF NDIAYE
<b>GT 4: Bonne Gouvernance et Développement décentralisé</b>	<b>Pdt : Réforme de l'Etat et à l'Assistance Technique</b>  <b>Vice-pdt : UAEL</b>	-CEPOD -PNDL - PRECAREF -UEL -Points focaux -MEF - Représentants Commissions -Autres	<b>Mayacine CAMARA</b>  Oumar Bassirou DIOP

<sup>1</sup> Représentant des groupes de travail multisectoriels ( Genre-DSRP; SIDA-DSRP ; Transport-DSRP ; Energie-DSRP et Environnement-DSRP

<sup>2</sup> Représentant des commissions autonomes suivantes : « Collectivités locales », « Organisation de la Société civile », « Secteur privé », « Partenaires au développement ».

Les travaux du Groupe consultatif des Bailleurs de fonds du Sénégal se sont tenus les 03 et 04 octobre 2007 dans les locaux de la Banque Mondiale, 66 Avenue d'Iéna à Paris.

Ont pris part à ces travaux une forte délégation du Gouvernement, (une cinquantaine de membres dont 18 Ministres) conduite par Monsieur Cheikh Adjibou SOUMARE Premier Ministre en présence des représentants de la Coopération bilatérale, multilatérale et multi-bilatérale avec comme tête de file le Directeur des Opérations de la Banque Mondiale au Sénégal.

La cérémonie d'ouverture présidée par Monsieur le Premier Ministre a été marquée par d'importantes allocutions présentées par les représentants des institutions ci-après :

- Le Représentant du Gouvernement français pays hôte ;
- Le Représentant du Fonds Monétaire International, Monsieur Johannes Mueller, Chef de Division département Afrique ;
- Le Représentant de la Commission Européenne ;
- Le Représentant du PNUD et Coordonnateur du système des Nations Unies au Sénégal, Monsieur Bouri Sanhoudi ;
- Le Représentant de la Banque Mondiale au Sénégal, Monsieur Madani TALL.

Les Représentants de ces différentes institutions ont tour à tour, dans leurs allocutions mis l'accent sur l'importance qu'ils accordent à la rencontre du Groupe consultatif, cadre par excellence **pour renforcer le dialogue des politiques et le processus continu de concertation que développe avec succès le Sénégal.**

Ils ont également salué les initiatives fort opportunes prises par le Gouvernement du Sénégal ainsi que les progrès enregistrés à cet effet pour lutter contre la pauvreté à travers le DSRP2 et réaliser les engagements du Millénaire pour le Développement.

Ils n'ont pas manqué cependant d'attirer l'attention des autorités du Gouvernement sur un certain nombre de préoccupations dont notamment :

- **Le ralentissement de la croissance économique** même si les résultats économiques sont généralement bons. Cette situation tient selon eux à la baisse de la production agricole, à l'arrêt temporaire des exportations des ICS et à des perturbations dans le fonctionnement des sociétés publiques du secteur de l'énergie, de même que l'inflation des prix des denrées de première nécessité.
- **Le déficit budgétaire (6% du PIB)** en 2006 principalement à cause de la forte progression des subventions du secteur de l'énergie entraînant **une baisse des dépenses dans les secteurs prioritaires** et des retards de paiement aux fournisseurs du secteur privé. Il est à signaler l'engagement du Gouvernement à augmenter les dépenses prioritaires et à les faire passer à moyen terme, **à 40% des dépenses totales (DSRP2)**.

Pour y parvenir, ils ont invité le Gouvernement à intensifier ses efforts pour, entre autres :

- **Harmoniser les modalités et les procédures opérationnelles de mise en œuvre et de suivi de l'Aide Publique au Développement, de réduire les coûts et délais de transaction** tout en assurant de la **transparence et de l'efficacité dans la gestion des ressources ;**
- **Améliorer la capacité d'absorption, la gestion budgétaire et la prévisibilité de l'aide publique au développement.**

Dans son allocution, Monsieur le premier Ministre a quant à lui, remercié les Représentants des différentes institutions et pays amis du Sénégal pour leur soutien agissant et permanent aux efforts du Gouvernement pour lutter contre la pauvreté et atteindre les OMD.

légitimes sur certaines mesures ou tendances **ont eu à faire des annonces de contribution jamais égales** d'un montant de 2492 mds F CFA dépassant de 600 Mds F CFA les besoins en financement du DSRP et de a SCA.

Le tableau ci-joint décrit les financements en cours et en perspective prévus par les partenaires extérieurs.

Au cours de la cérémonie de clôture, Monsieur le Premier Ministre a, au-delà des annonces financières particulièrement élevées et qui illustrent parfaitement la cohésion des partenaires extérieurs aux orientations stratégiques du Gouvernement, a tenu à saluer l'engagement de ces derniers à s'orienter de manière *investir* à des cadres de concertation et de suivi *permanents* sur la mise en œuvre des programmes retenus notamment le DSRP2 et la SCA. *permanents dans les*

Il a à cet effet, remercié au nom du chef de l'Etat son Excellence Maître Abdoulaye WADE tous les participants à cette rencontre Bailleurs de fonds, Ministres et Experts sénégalais par leurs contributions pertinentes et multiformes à la réussite de Groupe consultatif.

Il a enfin pris la ferme décision de veiller personnellement au suivi de la mise en œuvre des engagements pris ensemble.

Chaque session thématique a fait l'objet d'une présentation de 15 à 25 minutes par un expert du Gouvernement avec comme modérateurs et Intervenants des Représentants des partenaires extérieurs.

Les discussions autour de chaque thématique ont permis aux participants d'identifier les forces et opportunités ainsi que les contraintes relatives aux stratégies et mécanismes de mise en œuvre, de suivi-évaluation ainsi que les perspectives d'action pour l'avenir.

Dans cadre les participants ont unanimement salué la qualité des documents préparatoires fournis par le Gouvernement à travers ses différents services compétents, le cadrage macro-économique et budgétaire proposé, le dispositif de pilotage etc... A cet effet, un accent particulier a été mis sur :

- **L'évaluation du DSRP1 (2003-2005)**
- **Le Plan d'Action pour la Mise en œuvre de l'Agenda** de la Déclaration de Paris.
- **L'Arrangement Cadre pour l'Appui Budgétaire (ARCAB)** qui est un mécanisme nouveau de promotion concertée de l'appui budgétaire non ciblée à verser au Trésor public.
- **Le Schéma Directeur de la Statistique** avec son volet **Enquête de Suivi de la Pauvreté** qui se veut désormais annuelle.
- **La Matrice Commune d'Intervention**
- **Le Plan Directeur sur la Mobilisation des Ressources fiscales**
- **L'émergence des cadres de dépenses sectorielles à moyen terme qui devait passer de 07 à 12 Ministères.**

Au vu de toutes ces Initiatives documentées et de leur claire vision sur les perspectives de développement Humain, de lutte contre la pauvreté et d'atteinte des OMD à travers une volonté réelle du Gouvernement de faire de la concertation et du dialogue des politiques des principes directeurs et des modes opératoires permanents et systématiques, les bailleurs de fonds, malgré leur préoccupation

En décidant de convoquer le Groupe Consultatif de l'avis du Premier Ministre, son Gouvernement, exprime avoir sa volonté de consolider le cadre de dialogue des politiques et répondre positivement aux exigences de transparence dans **la conduite de ses politiques et programmes tout en invitant ses partenaires à la construction d'une vision partagée d'un développement humain durable axé sur une croissance économique progressive, soutenue et partagée avec tous les acteurs.**

Il a également mis l'accent sur la Stratégie de Croissance Accélérée qui devra être concrétisée par une loi d'orientation ainsi que sur les procédures et mécanismes d'appui budgétaires, d'harmonisation et de mise en œuvre concertée des accords de Paris.

Il a tenu en outre à rassurer les partenaires au développement sur l'engagement ferme du Gouvernement à lever les contraintes identifiées et à inscrire ses actions dans une dynamique de concertation en vue de faire de notre pays, **un pays émergent conformément à la vision du Chef de l'Etat, son Excellence Maître Abdoulaye WADE.**

Après la cérémonie d'ouverture, **six (06) sessions thématiques** ont été organisées sur des questions stratégiques que sont :

- 1. le Bilan de la mise en œuvre du DSRP1 2003-2005 ;**
- 2. La présentation du DSRP2 et de la Stratégie de Croissance Accélérée (SCA) ;**
- 3. les récents développements et aspects stratégiques ;**
- 4. les instruments pour la Mise en œuvre du DSRP2 ;**
- 5. Les priorités et Besoins en financement du DSRP2 et de la SCA ;**
- 6. Les annonces de contributions.**